



LETTRE AUX FRANÇAIS

Sur la situation au Proche-Orient

Une fois encore, une nouvelle guerre a éclaté au Proche-Orient, avec un fort risque d'embrasement bien au-delà d'Israël et de la Palestine. C'est une conséquence de l'irresponsabilité intellectuelle et du manque de volonté politique des dirigeants de régler une situation intenable depuis plusieurs décennies. C'est également un conflit idéologique, clairement manichéen, qui entraîne terrorisme, riposte, revanche, massacre des populations, ainsi qu'un drame humanitaire considérable, dont les conséquences graves se feront sentir pendant longtemps et même sur le continent Européen. Les Français seront évidemment touchés dans une vie quotidienne devenue de plus en plus alarmante. Leur sécurité, leur situation économique critique, leurs emplois et leur image à l'étranger en seront très défavorablement impactés.

Une fois encore, la France a perdu de sa souveraineté sur la scène internationale. Sa capacité de médiation et d'arbitrage dans le conflit est perdue, depuis la décision du Président Macron de refuser un cessez-le-feu en votant comme les États-Unis, le Royaume-Uni, et le Japon. Le manque de prise en compte des réalités, de la complexité politique de la situation, l'effondrement diplomatique et surtout de la souffrance des populations civiles affaiblissent la position de la France. Notre honneur est atteint. Notre héritage de défense des droits de l'homme et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes est abimé. Nous sommes le pays du monde occidental qui a le plus de liens avec les pays du Moyen-Orient, liens historiques, culturels, diplomatiques, et familiaux. Ne laissons pas notre patrimoine se détruire au profit des grandes puissances, qui visent à diviser la France et réduire notre politique étrangère à des conflits religieux, ethniques, claniques, ou civilisationnels. Ne nous laissons pas duper par ce marasme diplomatique.

J'appelle à la paix et au respect des droits humains fondamentaux. J'appelle à la protection des populations civiles. J'appelle au règlement pacifique et diplomatique du conflit sous la charte des Nations-Unies, avec deux nations et deux peuples et la mise en place de garanties véritables de sécurité pour l'ensemble des populations cautionnées par l'ONU. J'appelle au retour de la dignité humaine et à la responsabilité des dirigeants. J'appelle au respect des croyances, des traditions, de l'identité et de l'éthique.

En novembre 1967, le Général de Gaulle prononçait un discours réaliste et visionnaire sur le conflit au Proche-Orient, ses causes historiques, géopolitiques, religieuses et dogmatiques. Plus de cinquante ans avant le drame d'aujourd'hui, il évoquait clairement que le conflit n'était que suspendu et qu'il ne pouvait y avoir de solution sauf par la voie internationale et la reconnaissance réciproque de chacun des États en cause par tous les autres, par décision des Nations-Unies et sous la garantie de leurs forces. L'accord des grandes puissances, dont la France était comme aujourd'hui nécessaire.

Dans ce drame, la France ne peut pas se ranger derrière une puissance étrangère, ni une communauté de défense, ni encore s'en remettre à une organisation fédérale européenne. C'est la souveraineté de la Nation qui est en jeu mais aussi la responsabilité morale et politique de tous les Français et de la Francophonie dans son ensemble, vis-à-vis de la survie et de la souffrance de millions d'êtres humains, au Proche-Orient comme en Ukraine. J'invite tous les Français à défendre la paix et faire entendre la voix de la France, son héritage pacifique et son honneur dans le respect de la protection des peuples, de leur dignité et de leur identité.

Pierre de Gaulle